

Bilan annuel des entreprises

En 2018, en Bretagne, conformément aux prévisions, l'activité s'est encore accrue mais à un rythme moindre

En 2018, les résultats en Bretagne apparaissent la résultante d'une consolidation, attendue, dans le « secteur industriel », d'une nouvelle augmentation, un peu moins forte que prévue cependant, dans les « services marchands » et d'une trajectoire restée ascendante au sein de la « construction ». Malgré les difficultés persistantes et générales rencontrées par les entreprises de tous secteurs pour trouver de la main-d'œuvre disponible, les effectifs ont progressé de façon tangible. Si les services marchands ont continué d'être le principal contributeur, les secteurs de la construction, et plus encore de l'industrie, ont, cette année, apporté une quote-part en hausse, et significative, au renforcement des emplois dans la région. Enfin, après la hausse enregistrée lors de l'exercice précédent, les dépenses d'investissement se sont globalement contractées.

Patrick ROLANDIN, Banque de France – Direction des Affaires Régionales - Pôle économique régional

Légère hausse du chiffre d'affaires de l'industrie

En 2018, la légère hausse du chiffre d'affaires total de l'industrie (+ 0,6 % contre + 5,5 % en 2017) (*figure 1*) est principalement imputable à la bonne tenue de l'activité dans le secteur de la fabrication de « matériels de transport ». Les « autres produits industriels » et les « industries alimentaires », bien qu'ayant enregistré des progrès plus tenus, ont tout de même aussi contribué à cette progression. À un an d'écart, la variation des effectifs industriels s'est, de nouveau, avérée positive, à un rythme jamais atteint depuis 2011. Comparé à l'an dernier, les investissements se sont repliés plus significativement que prévu.

Contrairement à l'an passé, les industriels n'ont pas tous connu en 2018 une évolution positive de leur chiffre d'affaires. C'est ainsi que l'activité s'est significativement repliée dans les « équipements électriques », sous l'influence, principalement, de la fabrication de « machines et équipement ». Après la nette augmentation de l'an passé, l'activité a marqué de timides avancées dans l'industrie agroalimentaire. Dans le secteur des « autres produits industriels », le chiffre d'affaires a aussi mis en lumière quelques avancées. Quant à l'activité dans la fabrication des « matériels de transport », elle s'est intensifiée, sous l'effet de l'accélération des rythmes de fabrication dans l'industrie automobile.

En décalage avec les prévisions faites lors de la précédente enquête effectuée par la Banque de France (*encadré*), les exportations industrielles ont connu une contraction en 2018 (- 2,1 % contre + 5,7 % en 2017), les évolutions dans ce domaine ap-

paraissent cependant assez hétérogènes entre les secteurs. À noter que, sous l'influence bénéfique des performances à l'étranger de certains secteurs, les « industries alimentaires » ont connu un raffermissement modéré de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Après le renforcement qui avait caractérisé l'exercice 2017, les effectifs ont encore été orientés à la hausse mais dans des proportions supérieures aux prévisions formulées par les industriels un an plus tôt. Une nouvelle fois, le dynamisme s'est avéré proportionnel à la taille puisque ce sont celles employant plus de 500 salariés qui ont le plus renforcé leurs effectifs (+ 4,0 %). De même, le niveau des intérimaires a sensiblement progressé. Comme en 2017, le niveau des effectifs a augmenté dans tous les secteurs.

Comme cela était annoncé, l'année s'est soldée par le recul des investissements plus accentué que ne le laissent supposer les prévisions formulées début 2018 par les chefs d'entreprises (- 6,6 %). Toutes les tailles d'entreprises ont été affectées par cette diminution, ainsi que tous les grands secteurs au sein de l'industrie.

Si la réduction des investissements a été un peu moins forte que prévue dans les « industries alimentaires », en revanche, au sein des « équipements électriques » le recul s'est avéré en tous points en phase avec les prévisions des chefs d'entreprise. S'agissant des « matériels de transports » et des « autres produits industriels », les évolutions des dépenses d'investissement ont été aussi nettement revues à la baisse et, en tout état de cause, dans des proportions supérieures aux anticipations recueillies à l'occasion de la précédente enquête.

Hausse moins forte que prévue dans les services marchands

En 2018, le chiffre d'affaires des « services marchands » a progressé légèrement en-dessous des prévisions formulées l'an dernier (+ 4,1 % contre + 4,9 % en 2017).

En revanche, les effectifs ont continué de croître à un rythme supérieur à celui qui avait prévalu en 2017 et qui s'avère le plus fort depuis 2010. Toujours dynamique, les investissements ont continué de s'accroître dans des proportions comparables à celles de l'exercice précédent.

Après une année 2017 de forte croissance d'activité, les chiffres d'affaires des « transports », ont encore progressé en 2018 grâce à une demande interne dynamique. Ces évolutions positives ont été renforcées par un prix du carburant en hausse très sensible sur la majeure partie de l'année. Malgré les difficultés de recrutement, l'effectif s'est accru via un fort recours à l'intérim. Après une année de pause, les investissements sont repartis à la hausse à un niveau voisin de celui observé en 2016.

La croissance dans le secteur des « activités informatiques » qui était vive depuis plusieurs années a été moins dynamique en 2018, alors que les prévisions des chefs d'entreprise tablaient sur une nouvelle accélération de l'activité. Les difficultés de recrutement très fortes dans ce secteur, particulièrement pour l'intérim, ont pu, ici où là, freiner les développements envisagés. En effet, le besoin de collaborateurs exprimé en début d'année n'a été couvert que très partiellement. Du fait de la forte demande, le secteur a pu accroître ses marges en 2018.

Après une année 2017 où la croissance d'activité avait été négative, les profes-

sionnels du secteur de « l'ingénierie et des études techniques » anticipaient une vive reprise en 2018. Au final, les chiffres d'affaires sont à peine maintenus mais, en revanche, les recrutements sont en hausse sensible.

La progression d'activité était attendue en hausse dans « l'activité de supports aux entreprises », elle a été nettement plus forte que prévue. La croissance des effectifs a été de la même façon plus dynamique qu'anticipée en début d'année avec une très forte hausse de l'intérim.

Nouvelle croissance de l'activité dans la construction

Dans le secteur de la construction, l'évolution de la production totale (+ 3,4 %) a été supérieure à ce que laissaient supposer les anticipations formulées l'an dernier (+ 2,1 %).

Cette poursuite de l'amélioration de l'activité a permis d'amplifier le mouvement haussier amorcé l'an dernier en matière d'effectifs (+ 5,0 %). Confirmant les prévisions émises l'an dernier, les dépenses

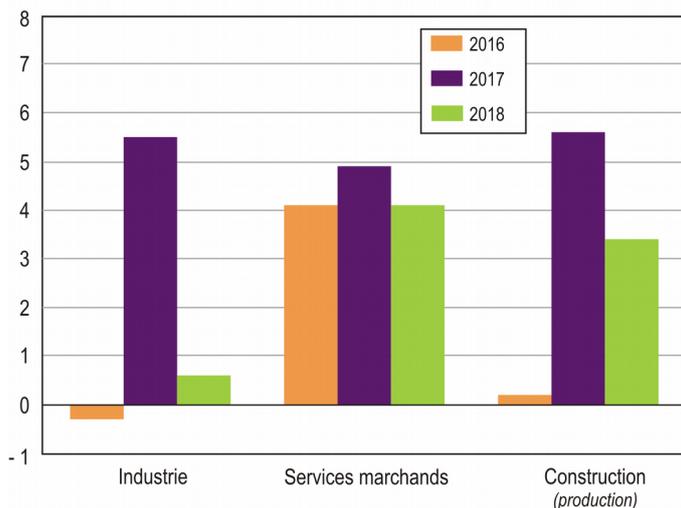
d'investissement ont vu leur niveau se réduire (- 7,7 %).

Le net redressement observé de la production en 2017 dans la construction a été suivi d'une nouvelle croissance de l'activité en 2018.

En dépit des difficultés de recrutement, les réalisations ont été supérieures aux prévisions faites. D'autre part, la demande d'intérimaires a été particulièrement significative dans le gros œuvre. ■

1 Consolidation dans l'industrie, augmentation un peu plus faible que prévu au sein des services marchands et trajectoire ascendante dans la construction

Variation des chiffres d'affaires par secteur en Bretagne (en %)



Source : Banque de France – Centralisations financières territoriales – décembre 2018.

Méthodologie de l'enquête auprès des entreprises

Les unités de la Banque de France en Bretagne effectuent chaque année, à partir de la mi-décembre et en janvier de l'année qui suit, une enquête auprès des entreprises industrielles, du bâtiment et des travaux publics et de certains secteurs des services marchands aux entreprises. Cette étude, au travers de l'évolution de leur chiffre d'affaires, de leurs exportations, de leurs effectifs, de leur rentabilité et de leur politique d'investissement, permet de dresser un premier bilan de l'exercice passé sans attendre l'arrêté des comptes et de tracer les perspectives pour l'année en cours. Collectées dès le début de l'année, les données recueillies comportent naturellement une part d'estimation : elles doivent donc être interprétées avec prudence, particulièrement en ce qui concerne les projets d'investissement.

L'échantillon d'entreprises ou d'établissements secondaires est constitué sur la base des seuils minimums de recensement suivants :

- industrie : 40 salariés,
- construction : 10 salariés,
- transports : 20 salariés,
- activités de nettoyage : 20 salariés,
- activités informatiques et ingénierie, analyses techniques : pas de seuil.

Les résultats de cette enquête sont exprimés en données redressées par les effectifs « ACOSS-URSSAF » pour prendre en compte à chaque niveau d'agrégation le poids réel de chaque secteur économique.

1 368 entreprises ou établissements secondaires ont répondu cette année à l'enquête, représentant un peu plus de 144 000 salariés. Comparée aux chiffres 2017 fournis par « ACOSS-URSSAF », la couverture globale de cet échantillon se situe au-dessus de 50 % des effectifs salariés de la région.